

Extrait du livre  
« LES INTOUCHABLES D'ÉTAT » de Vincent Jauvert  
-édition Robert Laffont-



Vincent Jauvert

---

**LES  
INTOUCHABLES  
D'ÉTAT**

---

**Bienvenue en Macronie**

Robert Laffont



### P.13

Des énarques dont les erreurs de gestion coûtent des centaines de millions d'euros aux contribuables, qui ne sont jamais sanctionnés mais promus.

Des couples d'énarques, de plus en plus nombreux, au sein desquels les époux se font la courte échelle tout au long de leur carrière, avec succès.

### P.16

Les jeunes diplômés de l'ENNA, ceux sortis dans « la botte » (à savoir les quinze premiers de l'ENNA) (...). L'État (le contribuable) qui a payé leur formation dont le coût par an et par élève s'élève à 85 000 euros.

Annick Girardin qui a essayé de recadrer la trajectoire des hauts fonctionnaires qui n'étaient pas censés devenir l'élite des entreprises privées. Hollande lui a dit : « Tu vas avoir des ennuis ... ».

[Au début de cet ouvrage, Mr Hollande joue le rôle du « gentil politicien » vis à vis des « méchants » mais ils font partie du même monde (moule). Ils ne sont pas mieux les uns que les autres, ils se donnent le change pour qu'il y ait un contraste sans rien changer au final !]

### P.19

Ces intouchables de la République si attachés aux attributs et aux privilèges de leur caste.

### P.22

La France est dans l'état d'urgence. Mais « les quatre », à savoir

- le vice-président du Conseil d'État
- le patron de la Cour des comptes
- le secrétaire général de l'Élysée

et

- le SGG, secrétaire général du gouvernement (ils se voient tout le temps),

s'attellent eux, à la défense ... de leur caste.

### P.23

Entrer dans les grands corps ... être ou ne pas être privilégié à vie.

### P.24

Une institution devenue « une machine à classer » qui renforce le corporatisme.

Très vite, les révoltés de l'ENNA, surtout s'ils ont réussi à intégrer un grand corps et donc à mener leur carrière en première classe, remettent leur colère de jeunesse et se mettent, à leur tour, à suivre le mouvement qui a eu au final, raison d'eux.

### P.25

À l'Assemblée, les grands corps ont de puissants relais.



## P.28

Jacques Chirac en 1995, dénonce l'ENA comme le « le symbole d'une élite qui a failli », d' « une caste qui se coopte ».

François Bayrou en 2007, propose de supprimer cette école, symbole à ses yeux du « verrouillage de la société française ».

Emmanuel Macron, lui n'a jamais sur cette vague là. Il se dit au contraire favorable à maintenir le concours de l'ENA.

## P.32

À Bercy, fief d'origine de l'écurie Macron, on adore parle d'argent, celui des autres mais jamais du sien. « Il est impossible de connaître les revenus des barons de ce ministère tout-puissant. Leurs primes, qui sont très élevées, ne sont pas publiques ». Depuis la création de la Vème République, il s'agit d'un véritable secret d'État, conservé précieusement dans des coffres.

## P.41

(...) document secret, plus de 600 hauts fonctionnaires -vous avez bien lu, 600!- gagnaient, en 2012, plus de 150 000 euros nets par an.

## P.42

Ces diplomates sont rémunérés au même niveau que les trésoriers-payeurs généraux, à la réserve près que les trois quarts de leur revenus ne sont assujettis à l'impôt.

## P.43

Le secrétaire général du gouvernement, le SGG comme disent les initiés, est un personnage inconnu du public mais très influent en coulisse.

## P.46

L'inspecteur des Finances François Villeroy de Galhau touche 283 129 euros brut par an plus indemnité de logement de 67716 euros soit un total brut de 350 845 euros brut annuels.

## P.47

Le gouverneur de la Banque de France perçoit un revenu annuel total de 450 907 euros bruts par an.

## P.49

Sylvie Hubac est membre fondatrice des **GRACQUES** club de hauts fonctionnaires bobo très influents, passés pour la plupart dans le privé (et qui ont très discrètement aidé le candidat Macron). La plupart travaillent dans le privé depuis longtemps.



## P.50-51

C'est que depuis une vingtaine d'années, **les gouvernements successif démembrent l'État à grande vitesse**. À la place se multiplient les organismes publics qui ne sont pas tenus aux mêmes règles que l'administration (dans l'intérêt de ceux qui ont responsable de ces démembrements).

**Le salaire indécent de la directrice de l'AFPA, un organisme en quasi-faillite.**

L'**ADEME**, dont la gestion **souffre**, selon la Cour des comptes, **d'insuffisances notables**.

## P.53

**Nicolas Sarkozy** lance la Révision générale des politiques **RGPP**. L'État doit maigrir. Au moins en apparence. Il faut démanteler et externaliser l'administration. Comment ? En facilitant le détachement de fonctionnaires auprès de nouveaux établissements publics autonomes. En 2008, le gouvernement publie une circulaire à ce sujet. **C'est elle qui permet tous les abus**.

## P.54

Comme dit Alphonse Allais, « une fois qu'on a passé les bornes, il n'y a plus de limites ».

**Le salaire moyen d'un dirigeant d'organisme public 122 866 euros bruts par an est désormais plus élevé en moyenne que celui de ses homologues du privé.**

## P.55

(...) cette institution s'emploie, avec un succès disons variable, à retaper ou à détruire, c'est selon, les immeubles vétustes de nos banlieues défavorisées et à en construire de neufs. Toutefois, au fil du temps, elle s'est embourgeoisée. Son siège social n'est pas à Saint-Denis ou à Sarcelles comme on pourrait s'y attendre, mais dans le VI<sup>e</sup> arrondissement de Paris, le plus chic et le plus cher de la capitale. C'est donc probablement pour lui permettre de faire les courses dans ce quartier que **Nicolas Grivel** a pu décrocher un si bon salaire : 171 500 euros bruts par an.

## P.56

(...) pour gérer cet organisme qui gère les archives audiovisuelles, il gagne 185 000 euros bruts par an.

(...) vous ne serez pas étonnés d'apprendre que son siège se trouve au bas de l'avenue de l'Opéra, juste à côté du Palais-Royal et du Louvre.

## P.58

**Sciences Po** est un établissement public à part. Tous les pontes des grands corps de l'État ou presque en sont administrateur.

## P.59

**Les biens publics** (appartenant aux contribuables dont la gestion est confié à l'État) qui en 1981, comportait aussi bien la BNP, Havas, ou Renault que France Télécom, le Crédit Lyonnais ou Elf



-devenu Total- **il n'en reste plus que des confettis**. L'Agence des participations de l'État (APE) ne contrôle plus que 81 entreprises, dont douze aéroports et onze ports.

**LES GRANDES ENTREPRISES DANS LESQUELLES L'ÉTAT JOUE ENCORE UN RÔLE CENTRAL SE COMPTENT À PEINE SUR LES DOIGT DES DEUX MAINS**. L'Éden des hauts fonctionnaires qui les bradent au bénéfice du secteur privé qui leur fait les yeux doux (de les acheter ou de leur offrir un poste).

## P.60

(...) **à tout moment les hauts fonctionnaires** (cette noblesse d'État) **ils ont le droit de retourner dans leur corps d'origine dont ils ne sont que « détachés »**.

## P.61

**Un entre-soi** qui se nourrit de concubinage entre administration, cabinet et entreprise (parole d'initié).

**Dans cet entre-soi, tout serait-il permis ?** **Mathias Vicherat** est lui aussi un « Senghor », un camarade de la promotion d'**Emmanuel Macron** à l'**ENA**. Et comme lui c'est un « séducteur ». Barbe savamment mal rasée, discrets boutons de manchettes, il est, à la ville, le compagnon de la journaliste **Marie Drucker**. Il est aussi membre

- du « **Siècle** »

et

- du « **Club Choisel 100** », **un nouveau cénacle, très in et très sélect** (livre édité en 2018) qui réunit hauts fonctionnaires et hommes d'affaires de moins de 40 ans. Bref un homme de réseaux et de pouvoir, ce **Vicherat**.

## P.63

**Florence Parly**, juste avant de devenir ministre des Armées, elle était directrice générale de **SNCF Voyageurs**. Et pendant le 1<sup>er</sup> trimestre 2017, elle a touché la somme faramineuse de **52 000 euros nets par mois** ! Dans une entreprise publique.

## P.64

Tandis que le patron de **La Poste**, le conseiller d'État membre du « **Siècle** », **Philippe Wahl**, touche 450 000 euros brut par an certains de la maison gagnent plus de **200 000 euros par an pour des fonctions imprécises voire non désignées**. Pour ne pas dire 200 000 euros brut par an, à ne rien faire.

Des spécialistes rendent compte que cela peut fragiliser la crédibilité de l'État (aller à l'encontre de l'image ou de ce qui est censé défendre l'intérêt général).

La **CDC**, Caisse des dépôts et consignations est selon l'expression consacrée, « **le bras financier armé de l'État** ». Ses 6000 salariés gèrent, entre autres, tous les livrets A, les finances de la Sécu et de 48 fonds de retraite. L'argent du peuple et que certains désignent pourtant comme étant le « refuge de luxe » des amis du Prince.



## P.66

Les deux adjoints sont, eux aussi, des énarques, dont l'un a été sous-directeur des assurances à Bercy. En 2016, ces deux-là ont gagné chacun 599 386 euros bruts.

## P.70

**Anne-Marie Idrac** a été désigné en 2015 présidente du **Conseil de surveillance de l'aéroport Toulouse-Blagnac** après le ministre de l'Économie, **Emmanuel Macron** a cédé l'aéroport à un **groupe chinois** tout en conservant 10 % du capital pour l'État. En 2017, une chose explique t-elle l'autre ? **Anne-Marie Idrac** a fait campagne pour le jeune inspecteur des Finances.

## P.73

Quand **Emmanuel Macron** était chez **Rothschild**, le futur président étant le banquier conseil du groupe Lagardère.

## P.74

**Florence Parly**, la secrétaire d'État, est devenue une personnalité du Tout-Paris et du monde des affaires. Membres du « **Siècle** », elle préside le **Conseil d'administration de l'Orchestre de Paris**, deux cénacles de prestige. Et elle cumule les postes lucratifs ; directrice générale de **SNCF Voyageurs**, elle siège dans plusieurs conseils d'administration, dont ceux d'Altran et de Zodiac Aerospace, où elle représente le **groupe Edmond de Rothschild**. Elle a récolté au total en 2016, 568 213 euros.

## P.76

**Bernard Kouchner**, alors ministre des Affaires étrangères et son épouse **Christine Ockrent**.

## P.78

Conflits d'intérêt propre aux personnes qui se mettent en coupe en étant haut fonctionnaire ; ... un labo soutenu par le **CEA** (le Commissariat de l'Énergie Atomique) a récolté 274 millions d'euros du budget national alors que le reste du secteur était au régime sec. La ministre **Geneviève Fioraso** a répondu qu'elle n'y était pour rien (tout en sachant que son mari est le responsable du **CEA**).

## P.81

Bientôt donc arriveront en masse à l'**ENA** des élèves dont les deux parents, voire les grands-parents, seront énarques. **La haute administration risque alors d'être confisquée par ces familles d'État toutes-puissantes.**

**La promotion « Senghor » offre un avant-goût de cet avenir fort peu démocratique.**

## P.82

**Sébastien Veil** quitte le Palais et entre dans la banque d'affaires. Aujourd'hui il est un des financiers les plus puissants de Paris. Toujours en « disponibilité » du **Conseil d'État** il dirige le bureau



parisien du deuxième fonds d'investissement au monde, **Advent**. Et il est entré au « **Siècle** » lorsque son oncle Jean présidait encore le club favori de l'establishment.

### P.83

Leurs pères respectifs (*aux couples Bérard, Andrieu*) **Jean-Michel Bérard** et **Jacques Andrieu** sont eux aussi énarques. Et préfets. Thomas est même petit-fils d'un troisième préfet, **Robert Andrieu**. La mère de **Marie-Hélène Bérard**, a également fait l'**ENA** où elle a rencontré son second mari. ... Notons pour conclure, que Marguerite, son mari, sa mère et son père sont tous les quatre membres du « **Siècle** ».

### P.90-91

Le sésame, être membre du collège d'une **Autorité Administrative Indépendante**, une **AAI**. Mieux, présider l'une d'elle.

Les plus connues :

- Le **CSA**, Conseil Supérieur de l'Audiovisuel
- La **CNIL**, Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés
- l'**AMF**, Autorité des Marchés Financiers

...

Outre ses activités diverses, **Daniel Labetoulle** était, de 2006 à 2011 président de la commission des sanctions de l'**AMF** ; 6 000 € par mois net.

Pas forcément éreintante, les **AAI** sont des extensions de l'État. Elles ont des rôles et des pouvoirs très différents. Les plus nombreuses sont les gendarmes d'un secteur économique. Par exemple :

- l'**ARCEP** pour les télécoms
- la **CRE** pour l'énergie
- l'**ARAFER** pour les activités ferroviaires
- l'**HADOPI** pour internet

...

Certaines sont utiles, mais beaucoup de « comités Théodule » peinent à justifier leur existence.

### P.92-93

Le **SGG** (le Secrétaire Général du Gouvernement) est l'une des personnes les plus influente de la République. Il dispose d'un grand bureau au RDC de Matignon. Avec sa petite équipe, il conseille le Premier ministre sur les projets de loi. Il fait le compte rendu du Conseil des ministres auquel il assiste chaque mercredi. Il siège aussi dans les commissions de sélection des grands commis de l'État. Il est en quelque sorte le patron des hauts fonctionnaires. Et c'est lui qui gère les **AAI** (Autorité Administrative Indépendantes) ; un intouchable.

Mais ce personnage se voit contraint de s'expliquer devant une commission mise en place en 2015 par les radicaux de gauche au Sénat. Et la lecture des témoignages est édifiante sur les mœurs de la haute administration. Malgré tout, le **SGG** défend bec et ongles les grands corps qui sont, selon lui, des « garanties apportées » au citoyen. La réponse fait sourire l'assemblée.

**Pierre-Yves Collombat** : «Il y a une communauté idéologique, un entre-soi de ces personnalités toutes indépendantes mais qui pensent indépendamment la même chose ! ». « À force de voir les choses, on les croit créées par Dieu. Mettons un peu d'air dans cet entre-soi ». Il conclut que ces sièges dans les **AAI** lui font penser aux « bénéfiques ecclésiastiques de l'Ancien Régime ».

**Jean-Louis Tourenne** : « Ces membres des **AAI** ont fait la même école l'**ENA**, bénéficient de la



même expérience, portent le même regard sur la société au point de ne plus remettre en cause ces évidences ».

### P.94

Les **AAI** sont presque toutes à Paris, et surtout dans certains quartiers chics. Il semble, souligne **Jacques Mézard** que les animateurs des **AAI** soient issus d'un vivier assez restreint résident à l'intérieur d'un périmètre limité : les membres du **Conseil d'État** ! Il note que les **AAI** sont en général pas très éloignées.

Se pose ainsi la question de leur indépendance par rapport à l'État et surtout à leur corps d'origine à savoir l'**ENA**.

« C'est extraordinaire ! Vous êtes au **Conseil d'État**, c'est un maître des requêtes au **Conseil d'État** qui instruit les dossiers, vous êtes hébergé par le **Conseil d'État** et un éventuel recours se fait devant le **Conseil d'État**. Est-ce bien raisonnable ? ». **Jacques Mézard** ajoute : « Que des **conseillers d'État** se soient satisfaits d'une telle situation me laisse pantois ».

### P.96

**Jacques Mézard** : « alors que certains souhaitent mettre fin au cumul parlementaire sous toutes ses formes, je constate que nombre de représentants du **Conseil d'État** et de la **Cour des comptes** siègent dans les **AAI** tout en émargeant à divers autres comités et conseils, voire à d'autres **AAI**. Ce sont manifestement des surhommes ! ».

Après toutes ces auditions accablantes, il a pourtant fallu encore batailler ferme pour obtenir une loi réglementant les **AAI**. Elle est adoptée le 20 janvier 2017. Leur nombre passe de 42 à 20. Les cumulés sont interdits et pas plus de deux membres d'un même corps ne peuvent siéger au sein d'une même autorité (si une commission impartiale n'avait pas vu le jour, jamais ces personnages hauts en couleur ne se seraient arrêtés d'eux-mêmes).

### P.104

**David Azéma** passe de l'autre côté de la barrière et rejoint **Bank of America-Merrill Lynch** (il ne fait pas exception à la règle ou ne se démarque pas de ses congénères).

### P.106

Depuis l'ascension d'**Emmanuel Macron**, la France entière le sait : les banques d'affaires adorent recruter des hauts fonctionnaires de Bercy.

On se souvient de **Georges Pompidou**. Normalien, devient en 1945, conseiller du chef du gouvernement. Puis il entre au **Conseil d'État** comme maître des requêtes. En 1954, il rejoint **Rothschild** où il restera quatre ans exactement comme **Emmanuel Macron** avec de revenir dans le public. À l'époque le cas de **Pompidou** est isolé et le restera pendant des décennies. À partir des années 90, quand l'économie française se privatise et se financiarise, le phénomène prend ampleur exponentielle et préoccupante..

### P.107

La future patronne d'Areva est immédiatement recrutée par la **banque Lazard** comme associée-gérante. De son côté, l'énarque **Nicolas Bazire**, directeur du cabinet à Matignon, rejoint la maison





concurrente, **Rothschild**. Ces « débauchages » choquent. De tels parcours sont encore des exceptions. Dix ans plus tard, ils deviennent la règle.

### P.108

**François Pérol** a également à fait un tour chez **Rothschild**.  
Il a empoché 9,8 millions d'euros depuis son entrée à la BPCE.

### P.111

Cette situation est forcément malsaine. « Il est évident qu'une banque nous recrute parce que nous connaissons tous les acteurs de ce genre de dossiers, des chefs de bureau de l'\***APE** au secrétaire général de l'Élysée », explique un haut fonctionnaire de Bercy.

*\*Chargée de gérer le portefeuille public, l'Agence des Participations de l'État ; APE*

### P.112

En 2014, la **Cour des comptes** découvre que l'**APE** confie un très grand nombre de mandats sans appel d'offre.

En février 2012, l'**APE** mandate directement la banque **Rothschild** pour la conseiller sur la réforme du système ferroviaire. 2012 l'année où **HSBC** a raflé tant de contrats étatiques.

### P.114

La cession de **l'aéroport de Nice**. Une vente décidée par le ministre de l'Économie de l'époque, **Emmanuel Macron**.

### P.115

La maison de David de Rothschild caracole en tête du classement des conseils en fusions-acquisitions en France. Et juré, ce n'est pas grâce à **Emmanuel Macron**.

### P.122

Les historiens ont surnommé la France des années 1880-1914 « la République des avocats » ; Jules Ferry, Raymond Poincaré, Aristide Briand, ...

### P.123

En 1987 **Nicolas Sarkozy** crée le cabinet d'avocat Claude et Sarkozy qui décroche des clients comme Bouygues, Servier, Toyota, Ferrari ... la banque **Rothschild**.

### P.124

**Édouard Philippe** a passé trois ans, de 2004 à 2007, dans une firme américaine, **Debevoise et Plimpton**.



Dans les années 80 et 90, la plupart des entreprises nationales sont ou vont être privatisées. Puis l'Europe ouvre à la concurrence des secteurs clés comme les télécoms, l'énergie ou les transports.

L'État démantelé s'octroie un rôle nouveau ; il passe du rôle celui d'être acteur à régulateur. Avec entre autres

- l'ARCEP pour les télécoms
- l'AMF pour les marchés financiers
- la CRE pour l'énergie

### P.125

C'est la course à la crédibilité et à la notoriété. Un cabinet doit prouver à ces clients potentiels qu'il peut mieux que ses concurrents, s'immiscer dans tous les recoins de la « chaîne de régulation », qu'il possède plus d'entrées dans les coulisses du pouvoir. Comment ? En recrutant à tour de bras des hauts fonctionnaires très bien placés dans l'appareil d'État, ou devenus des hommes politiques.

### P.127

«

-Vous venez de faire adopter une loi sur la prévention de la corruption. Vous pourriez aider nos clients à ce sujet.

- Comment ?

En leur montrant les failles de cette loi que j'ai imaginée ?

- Ben oui. »

### P.128

Jean Veil, fils de Simone et président du « Siècle ». Le « Siècle » le club le plus fermé et le plus sélect de la capitale, qui réunit, chaque mois, au Cercle de l'Union Interalliée, à deux pas de l'Élysée, la fine fleur de l'élite française. Ou plus précisément la crème de la haute fonction publique et le gratin du capitalisme qui flirtent là, puis y célèbrent leurs noces éternellement recommencées.

### P.129

Jean-Michel Darrois a été par le « Point » l'avocat le plus puissant de France. Parmi ses clients, il compte beaucoup de grands patrons d'entreprises publiques et privées, l'État aussi.

### P.131

Emmanuel Glaser

Henri Savoie

### P.135

Un club ultrafermé. L'élite se retrouve dans un think tank très fermé à savoir, « le Club des juristes ». La crème de la crème. Quarante personnes, pas une de plus. Il y a là aussi bien

- le P-DG de Veolia, Antoine Frérot
  - le secrétaire général de Bouygues, Didier Casas
  - le président de l'AMF, Gérard Rameix
  - le secrétaire général du Conseil constitutionnel, Laurent Vallée
- ou les incontournables



- Jean Veil

et

- Jean-Michel Darrois

...

Comment s'étonner ! que l'État fasse appel toujours aux mêmes cabinets d'avocats d'affaires, les mieux introduits dans l'establishment. Six grands cabinets déjà cités raflent la plupart de ces marchés publics, le plus souvent passés de gré à gré.

### P.138

La bénéfice annuel moyen des avocats aux conseils s'élevait, en 2014, à 543 000 euros, soit 45 000 euros par mois chacun.

### P.141

Beaucoup de hauts fonctionnaires profitent de leur connaissance intime de l'État pour s'enrichir. Ils connaissent mieux que quiconque les points faibles des règles fiscales qu'ils ont parfois eux-mêmes édictées.

### P.142

Bercy et plus précisément la Direction générale des finances publiques fabriquent à tour de bras des avocats fiscalistes dans des conditions très discutables.

Pendant des années l'inspecteur des finances Jean-Pierre Lieb a fourni des interprétations de textes fiscaux (des « **rescrits** ») qui engagent l'administration, à des entreprises.

### P.144

Robert Baconnier, assure à l'époque qu'il gardera un sens de l'intérêt général et pourtant en 2003, il est nommé président du comité fiscal du Medef. Et en 1993 il crée son propre cabinet. Très vite, il décroche de gros clients, des entreprises du CAC 40. Comment réussit-il ce tour de force ? « Certains constituent leur clientèle, en catimini, alors qu'ils sont encore au Conseil, ça les aide à démarrer ».

### P.145

Avant que l'ami de François Hollande, Dominique Villemot, ne soit élu, son cabinet était plus petit et situé dans un quartier chic de la Capitale. Durant les années Hollande, le cabinet Villemot a migré en plein cœur du VIII<sup>e</sup> arrondissement, à quelques encablures des Champs-Élysées. Aujourd'hui il est vice président du club des Graques qui a soutenu la candidate du jeune inspecteur des Finances. Il a fondé le think tank « Démocratie vivante » destiné aux socialistes compatibles. Il approuve avec bonheur les mesures du nouveau président en matière d'impôts.

### P.148

Le 6 octobre 2017, la taxe sur les dividendes est invalidé grâce à une « QPC » Question Prioritaire de Constitutionnalité. L'État doit ainsi rembourser des sommes indûment collectées depuis 2012,



soit 9 milliards d'euros. Un désastre pour le budget de la France. Ironie de l'histoire, Nicolas Jacquot était à l'ENA dans la même promotion que Bruno Le Maire, Le ministre de l'Économie d'Emmanuel Macron.

### P.151

Comme Édouard Philippe, Éric Giuily (sorti major de l'ENA en 1978, il a été P-DG d'Antenne 2 et de l'AFP) est membre du « Siècle » club ultrasélect de la nomenklature française ; « j'y suis entrée en 1983 avec gourmandise » raconte t-il.

### P.152

**La croissance exponentielle de la réglementation a fait prospérer le marché du lobbying.** Du coup, depuis une quinzaine d'années, nos aristocrates de la fonction publique ne font plus la fine bouche.

Cet énarque reconverti en lobbyiste prospère.

### P.154

La porosité entre la haute fonction publique et le lobbying.

Un exemple parmi tant d'autres, Christine Demesse, elle a été à la fois présidente de l'association des anciens élèves de l'ENA et patronne de sa propre agence de lobbying. Sacré grand écart !

### P.156

Donc, c'est parti pour la réforme du code du travail voulue par Macron.

### P.157

Dorothee Pineau aimerait bien mêler l'aventure du privé et le confort de l'État.

Demander ! D'être mis **en détachement** et non **en disponibilité** pour que l'ancienneté et les droits à la retraite continuent à s'accumuler.

### P.158

Dorothee Pineau quitte fin 2017 le Medef. Elle rejoint le réseau de lobbying ESL Network d'Alexandre Medvedowsky, son ancien collègue du Conseil d'État. Un grand corps dont elle est toujours membre.

Après son départ du Médef, il reste encore d'autres énarques.

### P.159

Philippe Lamoureux sorti de l'ENA en 1989. Il a été secrétaire général de l'Agence du médicament, puis de l'Institut national de prévention et d'éducation pour la santé. Et voilà qu'en 2008, il passe de l'autre côté de la barrière pour devenir directeur général de « Les Entreprises du Médiment » LEEM le syndicat de l'industrie pharmaceutique. Beaucoup pensaient que sa présence à la tête de cette organisation va pousser les labos à plus de transparence, il n'en sera rien. Mediator, Dépakine,



Levothyrox ... les scandales se multiplient depuis 10 ans. Et **Philippe Lamoureux** est toujours le défenseur numéro 1 de cette industrie problématique.

### P.160

45 ans, c'est l'âge minimal requis pour être nommé inspecteur général des Finances et entrer dans ce corps prestigieux (leur but ... « monté ». Ils ont totalement perdu le sens de leur fonction, en admettant qu'ils l'ont eu jour. Ils sont devenus intéressés, rapace voire ils le sont de nature ! Et donc qu'ils ont été sélectionnés parce qu'ils sont comme ça ou parce qu'ils ont le profil de l'emploi !).

### P.161

Rejoindre le privé, l'esprit tranquille.

**Bernard Spitz**, le flamboyant président de la Fédération française de l'assurance. Encore un conseiller d'État. Un proche d'**Emmanuel Macron** qu'il a soutenu via le **club des Graques** qu'il préside. Membre du « **Siècle** », il a passé **des années à cheval entre le public et le privé**. Dans son bureau, il collectionne les affiches de Mai-68 : « La lutte continue », « Refusez l'intoxication » ou « Non à la bureaucratie ». On croit même distinguer au fond de la grande pièce un poster du Che. Chez l'un des dirigeants du **Medef** ! Les lignes sont-elles devenues floues à ce point ? En tout cas, **Bernard Spitz** adore jouer à ça.

### P.163

Le statut de la fonction publique offre aux **hauts fonctionnaires** qui pantouflent des garanties injustifiées.

Ils vont dans le privé, sans rompre avec leur corps d'origine.

### P.164

**L'appartenance à un corps, le droit au retour**, sont des protections qui ne correspondent plus ni à l'époque, ni aux pratiques du reste de la société.

### P.167

**Renaud Dutreil** en 2008, après une belle carrière au gouvernement et au Parlement, il a démissionné de son mandat de député et pris la direction de la filiale américaine du géant du luxe **LVMH**. Il est aussi membre du **Conseil d'État**. **Il n'y a travaillé que quatre ans, de 1989 à 1993, avant de devenir député, ministre puis homme d'affaires.** Pourtant, pendant un quart de siècle, ce haut fonctionnaire s'est toujours débrouillé pour ne pas être exclu de ce corps prestigieux.

### P.170

Ah ces hommes politiques **hauts fonctionnaires**, qu'est-ce qu'ils sont sentimentaux. Surtout lorsque leur confort est en jeu. **L'argent des patrons et les privilèges à vie des grands corps.**

### P.171

**Alain Juppé**, à 57ans et demi il décide de liquider ses droits à la retraite d'inspecteur des Finances. Cela fait 38 ans qu'il cotise, alors que, de fait, **il n'a en fait que travaillé 4 ans à l'inspection, de**



**1972 à 1976. Il pourrait attendre et toucher une pension plus confortable.** Seulement voilà, il a fait ses calculs (...).

### P.173

Il faut en finir avec **cette logique de caste**. On ne peut pas demander aux plus fragiles de prendre des risques et en même temps maintenir une sécurité totale pour ceux qui sont les mieux placés dans la société.

### P.176-177

**Laurent Wauquiez** demande et obtient un nouveau **détachement** jusqu'en 2022 (ils prennent aucun risque ! Raison pour laquelle ils sont autant déconnecté de la réalité et que leur « engagement » n'est pas pour servir mais belle et bien se servir).

Ne peut-il pas faire comme le commun des mortels : chercher un emploi ? Non, au cas où il serait battu, l'intouchable **Wauquiez** reviendrait au **Conseil d'État** **toucher son salaire de maître des requêtes** (des opportunistes, des personnes intéressés qui font des histoires juste pour avoir le bon rôle ou se faire un nom et pourquoi pas plus d'argent. Et tout cela sans être arrêté mais au contraire être « élu », c'est à dire « loué »).

Le sésame à l'issu de leur « formation »

**Conseil d'État** = devenir, maître des requêtes

**La DGFIP** = devenir, inspecteur des finances.

*Les inspecteurs des finances publiques sont des fonctionnaires qui appartiennent à un corps de catégorie A de la Direction générale des Finances publiques (DGFIP), au sein du ministère de l'Économie et des Finances.*

*Le grade d'inspecteur des finances publiques est issu de la fusion des grades d'inspecteur des impôts et d'inspecteur du trésor.*

L'ENA les attire pour ensuite cheminer vers l'idée de monter, d'être des gens vraiment à part (l'Élite) ; qui vendent leur service tels de mercenaires tout en se décorant pour ça (il s'agit d'un entre-soi qui sent le renfermé).

### P.179

**Florian Philipot** en disponibilité, l'ancien vice-président du FN, inspecteur deuxième classe, n'a toujours pas démissionné.

### P.180

**François Hollande** en 1988, est élu pour la 1<sup>er</sup> fois député. À la télévision, il se livre à cette drôle de confession : « **Si je n'étais plus député, je reviendrais conseiller référendaire à la Cour des comptes. Cela veut dire que si je ne faisais absolument rien à la cour des comptes, je continuerais à toucher 15 000 francs par mois, 25 000 francs si je faisais des rapports sans forcément en faire énormément. Je pourrais doser mon travail, rester chez moi, je serais totalement libre, je serais un vrai privilégié comme je l'étais avant d'être élu député** ».



## P.182

François Hollande profite d'une nouvelle loi pour devenir avocat sans passer d'examen. Et un an plus tard, le 1<sup>er</sup> novembre 1996, le voilà officiellement intégré au cabinet de son ami Jean-Pierre Mignard.

## P.184

François Hollande passe outre cet avis. Même Jacques Chirac n'avait pas osé.

## P.186

Le groupe Unibail-Robamco n'est pas très connu du grand public. Pourtant c'est un géant de l'immobilier commercial. Le numéro un en Europe. Il possède douze centres commerciaux en France, dont le forum des Halles, le Carrousel du Louvre et Vélizy 2. Et il en construit d'autres. Il a aussi le monopole des espaces de congrès en Île-de-France, celui de la porte de Versailles par exemple.

Cette société a impérativement besoin d'un directeur des Affaires publiques pour s'assurer du maintien de son statut fiscal très particulier. C'est une foncière.

L'État a ainsi accepté qu'aucune foncière ne paye d'impôt sur les sociétés. Mais les dirigeants d'Unibail redoutent sans cesse que Bercy ne décide de remettre en cause ce système qui prévaut ailleurs en Europe.

## P.188

En 1999, Alexandre Bompard sort de l'Ena ; futur patron de la Fnac.

## P.189

Laurent Vallée énarque qui devient secrétaire général de Canal +. Où il remplacera un autre conseiller d'État, Frédéric Mion, futur patron de Science Po. Leur job à Canal est de batailler avec le CSA, dirigé par un autre conseiller d'État !

## P.190

Josseline de Clausade, depuis 2012, elle est en disponibilité de son corps d'origine qu'elle peut rejoindre quand bon lui semble. Cinq ans auparavant, elle était rapporteur de la célèbre commission Attali sur la croissance. Son adjoint s'appelait Emmanuel Macron.

Inquiétante porosité.

Cette porosité entre le Conseil d'État et certaines entreprises privées pose de sérieuses questions.

## P.191

La sénatrice verte Leïla Aïchi et l'association Robin des Bois dénoncent ce qu'ils jugent être des conflits d'intérêts au sein de la vénérable institution du Palais-Royal. En cause : ses décisions concernant l'implantation d'antennes-relais de téléphone mobile.

L'association Robin des Bois, note qu'au sein du Conseil d'État siègent ou ont siégé, certains cadres dirigeants des opérateurs. Ce qui laisse subsister certains doutes quant à l'impartialité des décisions rendues. Pour ne pas dire des doutes certains



## P.192

Les télécoms adorent recruter des membres du Conseil d'État.

**François Donnat** passe de la Haute juridiction à la direction des Affaires publiques de Google. Ce qui n'empêche pas notre conseiller d'État d'être nommé en 2016 secrétaire général de France Télévision. Le comble de la porosité est atteint en janvier 2017 quand Google désigne le successeur de **Francis Donnat**. Il s'agit du polytechnicien **Benoît Loutrel** (*trahir en étant grassement payé et pouvoir revenir! Effectivement, ils sont brillants*).

**Éthique bafouée et souveraineté menacée** dénonce une sénatrice (lien entre intérêt personnel et intérêt industriel). ... il est nécessaire d'instaurer un cordon sanitaire entre les administrations publiques et les acteurs privés dominants.

## P.194-195

**Guillaume Cerutti**, inspecteur des Finances, sorti de l'**ENA** en 1991. En 2001 il écrit un rapport très remarqué sur la fiscalité de l'art et la protection des musées nationaux. Avec **Jean-jacques Aillagon**, ils écrivent la loi sur le mécénat privé. Puis en 2003, il file à la direction générale de la concurrence. Et en 2007 il est recruté par le grand marchand d'art anglo-saxon **Sotheby's**, comme P-DG France.

**Guillaume Cerutti** veut convaincre les pouvoirs publics français de réformer le marché français et l'art afin que Paris puisse concurrencer Londres ou New-York. Et que **Sotheby's** France prospère plus encore. C'est chose faite en 2011. Il n'a pas ménagé ses efforts en coulisse. « Je suis ravi d'avoir pu mettre mes modestes réseaux au service de la profession » fanfaronne t-il. Du coup, il est nommé patron de **Sotheby's** Europe.

## P.196

Sortir « dans la botte » terminologie propre à l'**ENA** pour désigner les 15 « meilleurs » (en fonction du profil sélectionné à l'entrée).

## P.197

Les allers retours et retours entre l'État et des cabinets de conseils en stratégie.

## P.201

**Christian Eckert** a corédigé un rapport très sévère sur la RGPP (Révision générale des politiques publiques) qui a démembré l'État à la hussarde et engraisé des cabinets conseils.

Les grands cabinets ont compris que la meilleure façon de faire des affaires en France était de recruter au sein des grands corps d'État, confie un ancien du cabinet conseil. Car qui mieux qu'un X-Mines peut gagner la confiance d'un autre X-Mines ? ...

## P.203

Le Ministère de l'Éducation nationale a commandé à un cabinet privé un plan de lutte contre le décrochage scolaire. Curieuse requête de la part d'une administration qui compte des centaines de spécialistes sur le sujet. L'État fait toujours appel à **Marc Schwartz**, en tant que consultant privé, pour une médiation entre **Google** et les éditeurs de presse. Ce contrat a rapporté à **Mazars** selon **Mr**





**Schwartz** que 50 000€. Le « Canard Enchaîné » du 06 mars 2013, évoque quant à lui, la somme de 450 000 €.

### P.206

**Capgemini**, le géant français du conseil en stratégie, notamment informatique. C'est lui le grand gagnant de l'ouverture de l'État aux consultants extérieurs. Il est de tous les plans pharaoniques, comme l'**Opérateur national de paye (ONP)**, qui a coûté plus de 200 millions d'euros et qui n'a jamais vu le jour ! **Capgemini** doit son succès à l'immense réseau de son patron **Paul Hermelin**, ami intime de **François Hollande**. Les deux hommes se sont rencontrés à l'**ENA**. Aujourd'hui soutien d'**Emmanuel Macron**, **Paul Hermelin** fait partie des P-DG français les mieux placés. Il a gagné plus de 4 millions d'euros en 2015.

### P.207

**Raymond Soubie** devient vite numéro 1 dans son secteur avec 800 consultants. Il introduit même **Altedia** en bourse. Mais il ne s'éloigne pas du monde politique pour autant. C'est bon pour l'ego et pour les affaires.

### P.208

**Marguerite Bérard** et **Sébastien Proto** sont deux camarades de la promotion « Senghor » (l'**ENA**) d'**Emmanuel Macron**, sont devenus banquiers.

### P.209

45 ans, l'âge minimum requis pour être nommé inspecteur des Finances. Avec le salaire à vie et la pension de retraite qui vont avec. En sommes un statut d'intouchable pour ceux qui y accèdent et qui les mettent à l'abri des lois El Khomri. À l'abri aussi des ordonnances sur la loi Travail dont **Pierre-André Imbert** nouvellement « élevé » à ce statut, supervisera la rédaction comme conseiller social du président **Macron**...

### P.211

C'est la loi : « tout fonctionnaire, quel que soit son rang dans la hiérarchie, est responsable de l'exécution des tâches qui lui sont confiées ». Pourtant la plupart du temps les **hauts fonctionnaires** qui commettent de graves erreurs ne sont pas sanctionnés. Ils poursuivent leur carrière comme si de rien n'était.

### P.212

**Sophie Mahieux** : une perte sèche de 290 millions d'euros. Le syndicat UNSA-DGFiP évalue la perte à 580 000 000 d'euros (au sujet de la promesse, de la mise en place d'un super logiciel en 2009 et de la faillite du projet en 2014. Le gouvernement avait même créé un nouvel organisme : **l'Opérateur National de Paye, ONP**).

**Est-elle sanctionnée pour autant ? Non**. Elle continue sa carrière jusqu'à ce qu'elle soit en janvier 2017, nommé T-PG du Val d'Oise. Elle doit percevoir plus de 180 000 euros par an.



## P.214

D'autres **errements ayant coûté des fortunes mais pas de carrières (au contraire!)**.

**SIHREN**, projet lancé en 2006 opérationnel selon les prévisions pour 2012. Il s'avère qu'il le sera pour 2023. Il s'agit d'**un véritable gouffre financier**. Le budget passe de 60 millions à 286 millions d'euros (SIRHEN est un système censé gérer les dossiers administratif de tous les agents de l'Éducation Nationale). Le défaut d'implication du secrétaire général du ministère, à savoir **Pierre-Yves Duwoye**, qui n'a pas permis une prise de conscience suffisamment précoce de cette situation très difficile, est remis en cause. **Est-il sanctionné ? Non**. Il est promu, conseiller maître à la Cour des comptes.

## P.215-216

L'Agence Service Paiement ; **ASP** est chargée de verser les aides de Bruxelles aux agriculteurs. Elle est née en 2009 de la fusion de plusieurs institutions. Le but de ce regroupement était de réduire le montant des corrections financières imposées à la France par la Commission européenne. Depuis sa mise en place, les effets sont contraire à ceux attendus. Plus grave encore, en 2016, l'ASP est incapable de verser les aides attendues par les agriculteurs bio. Un désastre pour la profession. Son directeur est un énarque, **Edward Jossa**. **Est-il sanctionné ? Non**. **François Hollande** lui confiera en 2016 la présidence de l'**UGAP** (la centrale d'achat). Un beau poste. Il perçoit désormais un salaire de 174 000 euros bruts par an.

**Jean Marimbert**, énarque de la même promotion que **Sophie Mahieu**. Quand, en 2010, le scandale du Mediator éclate, cela fait 6 ans qu'il dirige la police du médicament à savoir l'**AFSSAPS**, l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé. Les Français apprennent, effarés, cette année là, que l'antidiabétique **Mediator commercialisé depuis 1974 par les laboratoires Servier**, et utilisé par des millions de personnes comme coupe-faim, est un poison contre le cœur. Or il n'a été retiré du marché qu'en 2009, des années après l'Espagne ou l'Italie et bien après que la revue « Prescrire » a demandé son interdiction. Qu'attendait donc **Jean Marimbert** ? **Est-il sanctionné ? Non**. En 2011, il est promu secrétaire général du ministère de l'Éducation nationale.

## P.219

**Erik Rance**, directeur de l'Office Nationale d'Indemnisation des Accidents Médicaux **ONIAM**, organisme créé en 2002. 6 ans plus tard, elle est décriée comme un dispositif en échec, une mise en œuvre dévoyée, une gestion laxiste et comme ayant de graves défaillances (telles des délais trop longs et des rejets injustifiés de dossiers (dysfonctionnement ayant des conséquences lourdes pour les victimes). **Est-il sanctionné ? Non**.

**Erik Rance** qui reçoit en 2017, la Légion d'Honneur.

## P.221

Les lois non écrites qui régissent la très haute fonction publique ne sont pas celles qui s'appliquent au commun des mortels.

## P.222

Recours abusif des **Hôpitaux de Paris** aux cabinets privés. Pas moins de 1044 contrats de consultants ! Certains ont été passés sans véritable mise en concurrence, d'autres ne répondaient pas à des points précis, d'autres sont particulièrement cher ... 4950 € / jour pour un consultant! Le cabinet **américain Boston Consulting Group** a, à lui tout seul reçu 3,7 millions d'euros de 2010 à



**2013. En 2011, TOUTES les créances non payées ont disparu comme par magie. Une perte sèche de 80 000 000 d'euros.**

Mireille Fougère durant son mandat à l'Assistance publique, continuait à siéger au conseil d'administration de deux entreprises du CAC 40. Elle a reçu ainsi en jeton de présence 27 400 euros + 47 972 euros. Soit plus de 75 000 euros qui s'ajoute à sa rémunération de patronne des Hôpitaux de Paris. Or d'après la loi du 13 juillet 1983, il est interdit pour un agent public de participer aux organes dirigeants d'une société à but lucratif.

Mireille Fougère, membre du « Siècle » fait son trou dans la haute administration. En 2017, elle est même nommée au jury d'entrée de l'ENA et à un comité de sélection de l'inspection des Finances. Elle côtoyait aussi David Azéma, le patron de l'Agence des Participations de l'État APE devenu avocat d'affaires. Elle le retrouvera au comité directeur de l'Institut Montaigne, le think tank libéral proche d'Emmanuel Macron qui réclame une fonction publique audacieuse (et au-dessus des lois) ; business friendly.

L'épouse d'un ambassadeur, qui se révèle être un tyran domestique (elle harcèle le petit personnel) ; la presse du pays de l'ambassade, en fait écho. Le Quai d'Orsay décide de passer un accord en catimini avec la plaignante. En échange de son silence, l'État français lui versera près de 40 000 euros avec l'argent du contribuable !

### P.225

Deux responsables du service des droits indirects à Bercy entretiennent des liens très étroits avec l'industrie du tabac dont ils gèrent pourtant le régime fiscal.

Une faute pour un haut fonctionnaire n'en ait pas une. Il ou elle retourne dans son corps d'origine dans l'attente d'une nouvelle promotion et/ou affectation. Aucune sanction disciplinaire, pas de rétrogradation ni de révocation.

### P.226

Agnès Saal. Des fuites internes bien étayées, révèlent que ses frais de taxi sont effarants. Elle a dépensé pour 40 000 euros de frais de taxis en 10 mois, dont 6 700 euros pour son fils qui disposait d'un code de réservation auprès de la compagnie G7.

Elle dira pour sa défense qu'elle est « l'incarnation » de la trahison des élites ;

« je ne suis pas assez intéressante pour être protégée ».

### P.230

Frais de taxi mirobolant à France Télévision.

10 Cadres dirigeants de France Télévision ont de 2012 à 2014, dépensé chacun de 7500 à 22 000 euros par an de frais de taxi alors que deux d'entre eux disposaient de voitures de fonction. L'affaire sera classée sans suite.

### P.231

Lors d'une audition à l'Assemblée nationale, le 7 décembre 2016, la patronne de France Télévision Delphine Ernotte a pris un engagement. « Nous avons décidé de communiquer les notes de frais des



membres du comité exécutif, dont les miennes ». Ces données, a-t-elle ajouté ce jour, seront publiées sur le site de France Télévision. **Un an plus tard, ce n'est toujours pas le cas.**

### P.233

**Roland Peylet** est la bête noire des intouchables. En réalité il est un tigre de papier qui ne fait pas peur à grand monde. Conseiller d'État à la retraite, qui **gère une commission censée surveiller avec vigilance la frontière entre les fonctionnaires et le secteur privé.**

« Cette commission, c'est de la blague ! » tranche **Christian Eckert**

**Roland Peylet** avouera lui-même : « C'est vrai, la commission a la réputation d'être trop conciliante et de faire de l'entre-soi ». Il est vrai nuance t-il, qu'on peut interpréter les textes plus ou moins sévèrement...

### P.241-P.242

**La déontologie de l'entre-soi**, en quelque sorte.

**Éric Halphen**, magistrat de l'association Anticor : « plus on occupe une place élevée dans la hiérarchie plus la jurisprudence est libérale ».

Pour que les grands corps aient raison, le **Conseil constitutionnel** annule la disposition (une loi) pour « **inintelligibilité du texte** ». Est-il besoin d'ajouter que le président du **Conseil constitutionnel**, **Laurent Fabius**, son directeur de cabinet, **David Gaudillère**, ainsi que le secrétaire général de l'institution, **Laurent Vallée**, sont tous les trois issus d'un grand corps de l'État, le même en l'occurrence (le Conseil d'État). **Laurent Vallée**, ira quelques mois plus tard, pantoufler chez Casino, après la commission de déontologie lui ait donné son feu vert.

Le nouveau pouvoir entend « moraliser » la vie publique en s'en prenant uniquement aux privilèges et à certaines mœurs des parlementaires. Sans toucher aux **hauts fonctionnaires** (une classe vraiment, à part).

### P.243

**La Macronie qui s'installe fait ressentir le fait que le gouvernement concentre le pouvoir sur la haute administration**, et c'est justement là que ressorte plus particulièrement un problème de conflit d'intérêt.





**Document édité le 12 04 2018**